



Article scientifique

Article

1996

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

L'étude de l'action collective entre deux traditions sociologiques

Giugni, Marco

How to cite

GIUGNI, Marco. L'étude de l'action collective entre deux traditions sociologiques. In: Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft, 1996, vol. 2, n° 1, p. 1–31. doi: 10.1002/j.1662-6370.1996.tb00163.x

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:86058>

Publication DOI: [10.1002/j.1662-6370.1996.tb00163.x](https://doi.org/10.1002/j.1662-6370.1996.tb00163.x)

L'étude de l'action collective entre deux traditions sociologiques

Marco G. GIUGNI

Résumé

L'étude de l'action collective et des mouvements sociaux a été caractérisée par deux grandes écoles. La tradition culturelle et sociologique européenne, qui présente des traits de l'idéalisme allemand et du holisme méthodologique, a conduit à étudier l'action collective principalement sur le plan théorique et macro-sociologique. En revanche, la tradition américaine, plus axée sur le pragmatisme et l'individualisme méthodologique, a suggéré une analyse empirique se situant sur au niveau micro-sociologique. Le développement des principales approches de l'action collective – comportement collectif, mobilisation des ressources, processus politiques et nouveaux mouvements sociaux – a vécu cette double tension. Cependant, les tentatives de synthèse sont récemment devenues plus intenses et les deux écoles ont notamment trouvé un terrain commun dans le concept de structure des opportunités politiques. La rencontre de ces deux traditions est positive pour l'avenir de la recherche dans ce domaine.

Introduction

L'action collective constitue un des domaines d'étude les plus fertiles en sociologie et en science politique.¹ La littérature sur ce sujet s'accroît sans cesse et les conférences sur ce thème deviennent de plus en plus nombreuses. Dans cet article, nous nous proposons de montrer comment l'étude de l'action collective a évolué dans le temps, à partir des premières tentatives remontant au XIXe siècle jusqu'aux efforts les plus récents qui

¹ Cet article est en partie tiré d'un ouvrage portant sur les nouveaux mouvements sociaux en Suisse (Giugni 1995). Je remercie Florence Passy pour avoir commenté et corrigé plusieurs versions précédentes. Je tiens également à remercier, pour leurs commentaires, les lecteurs anonymes de la *Revue Suisse de Science Politique* chargés d'évaluer l'article.

engagent un nombre croissant de chercheurs et chercheuses, principalement en Europe et aux Etats-Unis.

Il semble justifié de tracer une ligne de démarcation, comme l'ont fait plusieurs auteurs (Klandermans 1986; Klandermans et Tarrow 1988; McAdam, McCarthy et Zald 1988; Tarrow 1988, 1991; Neidhard et Rucht 1991; Eyerman et Jamison 1991), qui s'est dessinée au cours des années '80 entre un courant européen et un courant américain au sein de la littérature. Le premier s'est intéressé aux causes de l'émergence de nouveaux potentiels de contestation, résultant du développement de nouveaux griefs dans la société industrielle avancée, dans une perspective macrosociologique et théorique, alors que le second s'est concentré sur les mécanismes de mobilisation dans une perspective microsociologique et empirique.

Cette distinction – à plusieurs égards, cette opposition – entre une approche européenne et une approche américaine résume une double dichotomie qui est propre aux sciences sociales et à laquelle l'étude de l'action collective n'a pas échappé. Il s'agit, d'un côté, de l'opposition entre une analyse macrosociologique et une analyse microsociologique des phénomènes sociaux et, de l'autre, de la tension entre une perspective purement théorique et une perspective plus empirique.

Cette double dichotomie découle de la diversité des traditions culturelles et intellectuelles des deux continents. En Europe, les auteurs qui se sont penchés sur l'action collective ont été influencés par la tradition sociologique européenne, centrée sur les changements sociostructurels sur une large échelle qui affectent la vie sociale. Par conséquent, leurs analyses de l'action collective – que ce soit la théorie des foules, les explications d'obéissance marxiste basées sur les rapports entre les classes sociales ou l'approche des nouveaux mouvements sociaux – ne pouvaient que suivre le chemin tracé par les fondateurs de la sociologie européenne. Aux Etats-Unis, en revanche, la tradition individualiste de la sociologie américaine a conduit les auteurs à s'intéresser à comprendre comment les motivations individuelles peuvent se transformer en action collective.

En même temps, la tradition européenne, surtout grâce à l'influence de l'idéalisme allemand, a poussé la recherche des causes de l'émergence des mouvements sociaux dans une direction principalement théorique, sans que l'on s'intéresse trop à la recherche d'applications empiriques. En revanche, la tradition américaine, orientée vers le pragmatisme, a donné une forte impulsion aux analyses empiriques dans lesquelles la vérification des théories prime sur la simple formulation conceptuelle.

Ces deux traditions, culturelles avant même que sociologiques, ont donc poussé l'étude de l'action collective et des mouvements sociaux dans deux directions fort différentes: la recherche des causes de l'émergence des nouveaux mouvements sociaux par le biais d'une réflexion théorique, en

Europe, et la démonstration empirique des mécanismes qui permettent la traduction des préférences individuelles en action collective, aux Etats-Unis. Ceci ne doit pas nous faire oublier qu'une telle image schématique des théories des mouvements sociaux – comme toutes tentatives taxinomiques – ne rend pas justice aux différences, souvent très importantes, qui existent au sein de chaque catégorie. De plus, nous constatons la présence dans chaque tradition d'éléments de l'autre perspective. Bien plus important pour notre propos est le constat que ces deux traditions – européenne et américaine – ont commencé à converger vers la moitié des années '80 et que les efforts de synthèse sont devenus de plus en plus fréquents. Ces efforts ont, en particulier, trouvé un terrain commun dans le concept de structure des opportunités politiques.

Nous allons passer en revue un certain nombre de travaux dans le but de montrer le développement historique des théories de l'action collective et des mouvements sociaux, et d'illustrer comment le passage d'une perspective à l'autre s'est fait dans le cadre de la double dichotomie susmentionnée, pour arriver aux tentatives récentes de produire une synthèse des deux écoles.

Les théories classiques et le comportement collectif

Les premiers efforts de conceptualisation de l'action collective remontent pratiquement aux origines de la sociologie européenne. Nous pouvons cerner deux courants à cet égard: l'approche marxiste, qui souligne le rôle des classes sociales dans l'émergence et le développement de l'action collective, et l'approche durkheimienne, qui a découlé sur la "théorie des foules". Si le cadre marxiste d'analyse des mouvements sociaux, bien qu'il consiste plus en une théorie des contradictions, de la crise et des transformations du mode de production propre de la société capitaliste qu'en une véritable analyse des mouvements sociaux, a été adopté encore assez récemment (Castells 1976; Poulanzas 1976; Offe 1977), la théorie des foules (Le Bon 1895; Tarde 1901) a été complètement abandonnée. Ces approches s'inscrivent dans la tradition sociologique européenne, qui privilégie les variables macrosociales et la réflexion théorique aux facteurs microsociaux et à l'analyse empirique.

Cependant, l'analyse systématique de l'action collective commence probablement avec les travaux de l'Ecole de Chicago, dans les années '20.² Ces travaux constituent une des multiples variantes de ce que McAdam (1982) a regroupé sous le nom de "modèle classique" ou "théorie

² Voir, en particulier, Park et Burgess (1921).

classique".³ Blumer (1951) a ensuite poursuivi cette tradition dans l'optique de l'interactionnisme symbolique. McAdam (1982) voit le dénominateur commun des théories classiques dans le principe de causalité sous-jacent: des tensions structurelles dans le système social engendreraient un état psychologique perturbé qui, à son tour, provoquerait une réponse sous forme de comportement collectif. Néanmoins, au delà de ce schéma général, nous pouvons opérer une distinction entre des approches structurelles, faisant appel à des variables structurelles, et des approches qui se basent sur la théorie des groupes de référence et qui introduisent des variables individuelles.

Les variantes que nous appelons structurelles du modèle classique reflètent très bien le schéma général avancé par McAdam, car elles partent de variables indépendantes macrosociales, passent à travers le filtre des situations individuelles et se terminent à nouveau avec des variables dépendantes se situant sur le plan collectif.⁴ L'origine théorique de cette perspective est à rechercher dans l'oeuvre de Parsons (1951) et dans le structuro-fonctionnalisme américain. Ce schéma théorique a été adapté et appliqué à l'étude du comportement collectif, entre autres, par Smelser (1962). Le point de départ de la théorie de Smelser est, comme pour Parsons, l'idée du processus d'institutionnalisation des normes et des valeurs comme mode de fonctionnement du système social. De temps à autre, ce processus qui tend à l'équilibre du système – du groupe ou de la société – est perturbé par des situations de tension. Le comportement collectif est une réponse à cette situation de déséquilibre normatif et découle de l'existence d'un ensemble de croyances généralisées⁵ qui tendent à restructurer la composante perturbée.

Bien que le comportement collectif devient avec Smelser une catégorie analytiquement définie et liée à la notion de changement social, le fait que cet auteur, comme ses prédécesseurs, ait confondu des conduites substantiellement différentes et que la composante conflictuelle de l'action collective soit complètement absente, en faveur d'une version "conformiste" de la société, limite le pouvoir heuristique de son approche.

³ Cet auteur a vu un modèle causal général commun aux approches suivantes: société de masse, comportement collectif, inconsistances des statuts, attentes croissantes, déprivation relative et courbe en J de la révolution de Davies. Parmi celles que nous connaissons, sa synthèse reste à notre avis une des plus utiles pour des propos schématiques.

⁴ Contrairement à l'approche du comportement collectif, qui relève de l'interactionnisme symbolique, on part ici du présupposé que les normes sociales guidant l'action individuelle sont préalablement données.

⁵ Smelser fait référence à cinq types de croyances généralisées liées aux composantes de l'action: la croyance hystérique, la croyance de satisfaction, la croyance hostile, la croyance orientée vers les normes et la croyance orientée vers les valeurs.

Une place particulière, dans le cadre du modèle classique, doit être réservée à la "théorie de la société de masse" (Kornhauser 1959), car elle a souvent servi de base pour une théorie de la mobilisation. Dans cette perspective, l'isolement des individus dans le système social constitue la variable explicative fondamentale. La société de masse se caractériserait, entre autre, par l'absence d'un important réseau de groupes intermédiaires, l'absence de contacts personnels et la centralisation des relations nationales. Suite à cette absence d'attachements, les élites seraient influençables par les "non-élites" qui, à leur tour, seraient disponibles pour la mobilisation par les élites. Dans la perspective de la société de masse, cette désintégration des liens sociaux rend donc fort probable une réaction collective dans le but de réduire ou éliminer l'état d'aliénation ou d'anxiété qui en découle.

Dans le cas de Kornhauser, contrairement à d'autres approches – tout particulièrement celles que McAdam (1982) désigne de comportement collectif, comme par exemple celle de Smelser –, l'auteur a identifié une cause particulière des phénomènes de comportement collectif. Par conséquent, il a été plus précis que d'autres auteurs, qui ont vu dans chaque tension structurelle du système social la condition première du déclenchement de l'action collective. Il n'en reste pas moins que l'idée sous-jacente, selon laquelle les tensions et déséquilibres sociaux sont à l'origine des mouvements sociaux, reste le fil conducteur de l'analyse.

D'autres auteurs ont développé des modèles en partant de l'idée du comportement collectif comme réponse à un état de crise, mais en mettant l'accent sur des facteurs psychosociologiques. Cet ensemble d'études peut être considéré comme la continuation de l'Ecole de Chicago. Il s'agit de l'approche du comportement collectif proprement dit, qui se distancie des perspectives structurelles dans la mesure où l'accent est mis sur la construction de normes, valeurs et rôles sociaux par le biais des interactions individuelles. Ce courant a eu le mérite de souligner que les mouvements sociaux sont une composante essentielle du changement social.

L'ouvrage de référence à cet égard est probablement celui de Turner et Killian (1957).⁶ Ces auteurs se sont penchés sur les sources de coordination des actions individuelles qui mènent au comportement collectif. Ils opposent le comportement collectif, d'un côté, au comportement organisationnel et au comportement institutionnel, de l'autre, en soulignant l'indépendance du premier du contexte normatif de la société. Cette opposition et l'absence d'une conception fonctionnaliste de la société constituent probablement les différences majeures distinguant leur perspective des approches structurelles.

Plusieurs travaux ont prit les variables individuelles comme unité d'analyse, en suivant en cela la tradition sociologique américaine. Bien qu'il

⁶ Nous pouvons également citer, entre autres, Killian (1964) et Gusfield (1968).

Il y ait toujours l'idée de tensions structurelles engendrant des réponses collectives via des processus psychologiques, l'accent est mis sur ces derniers. Dans la plupart des cas, ces travaux se basent sur la théorie des groupes de référence. Nous pouvons dire, comme l'a fait Melucci (1977), que tous les modèles proposés sont basés sur une hypothèse de frustration-agression, c'est-à-dire que le comportement collectif est vu comme une réponse à des situations de frustration des attentes individuelles ou collectives. Melucci classe ces approches en cinq catégories, selon l'hypothèse sous-jacente. Premièrement, une hypothèse de "montée-chute": un changement radical de la conjoncture économique – à une période de croissance succède une période de récession – engendrerait un conflit entre les attentes qui continuent à croître et les possibilités objectives de satisfaire certains besoins. De cette tension apparaîtrait une réponse sous forme d'action collective.⁷ Deuxièmement, une hypothèse des attentes croissantes: le comportement collectif résulterait du fait que la possibilité de satisfaire certains besoins croît moins rapidement que les attentes. Lorsque l'écart entre les deux courbes devient trop élevé, une réponse, souvent violente, apparaît. Troisièmement, une hypothèse de déprivation relative (Gurr 1970), qui est probablement la plus connue des théories de ce type:⁸ l'action collective serait une réponse agressive découlant du fait que la satisfaction de certains besoins est inférieure aux attentes mesurées sur la base d'une comparaison avec un groupe de référence. Quatrièmement, une hypothèse de mobilité descendante: la position dans l'échelle de stratification sociale descend en dessous de celle d'un groupe de référence, car celui-ci a réduit l'écart existant entre les deux groupes. Par conséquent, le groupe qui perçoit une chute de son propre statut manifesterait son mécontentement par le biais de l'action collective. Enfin, une hypothèse d'incongruité des statuts: dans le processus de mobilité sociale, un élément du statut ne suit pas les autres dans le passage d'une position à l'autre. Cela engendrerait un phénomène de dissonance cognitive qui, à son tour, se manifesterait par un comportement collectif.

La théorie de la mobilisation des ressources et les mouvements sociaux

La théorie de la mobilisation des ressources a porté une critique fondamentale au modèle classique et, par là, a permis un changement

⁷ La théorie de la courbe en J de la révolution de Davies (1969) est un exemple de cette variante.

⁸ Il est à noter que l'on parle souvent de la théorie de la déprivation relative ou, simplement, de la déprivation, en faisant référence de manière générale à tous les modèles qui suivent la même logique et que nous avons différenciés ici.

radical de perspective. Quelles sont les limites des théories classiques? Nous pouvons en citer trois. D'abord, il y a l'idée que la cause essentielle de l'action collective est la désorganisation sociale ou l'anomie. Cette idée repose sur une conception conformiste de la société. Soit qu'on se réfère au fonctionnement normatif du système social, soit à des processus de déprivation individuelle, les mouvements sociaux ne seraient que des réactions à une situation de tension et de déséquilibre. Cette position ne tient, ni sur le plan théorique, ni sur le plan empirique. Théoriquement, comme Wilson (1973) l'a souligné, il existe toujours un potentiel pour l'émergence des mouvements sociaux, car la société change continuellement. Empiriquement, il existe toute une série de travaux qui contredisent cette conception fonctionnaliste de la société. En deuxième lieu, comme McAdam (1982) l'a montré, le modèle classique repose sur une conception pluraliste de la société. Dans cette perspective, chaque groupe social et chaque minorité est considéré comme ayant les mêmes chances d'accès au système de décisions politiques. Cette conception de l'action collective a pour conséquence que les revendications des groupes qui, de fait, n'ont pas cet accès sont considérées comme des conduites irrationnelles n'ayant rien à voir avec la politique. Il y a donc un décalage entre la politique rationnelle (traditionnelle) et les mouvements sociaux (irrationnels, déviants, non-conformes). Enfin, plusieurs types de conduites collectives sont confondus dans la même catégorie analytique, celle du comportement collectif. Il y a – il est vrai – une distinction entre types différents de comportement collectif, mais ceux-ci semblent être traités à partir du même cadre théorique. Une compréhension de l'hétérogénéité de l'action collective doit cependant passer par une définition plus précise de chacune de ses composantes, permettant ainsi de définir les mouvements sociaux⁹ comme des ensembles de conduites visant la défense d'intérêts collectifs rationnels.

A nouveau, nous nous trouvons face à un ensemble de travaux parfois fort différents, mais néanmoins faisant tous référence aux mêmes principes généraux. Deux postulats sont à ce propos fondamentaux. D'abord, les tenants de cette approche rejettent l'idée, propre au modèle classique, selon laquelle le mécontentement et la désorganisation sont les facteurs principaux de la mobilisation. Ils soulignent, au contraire, l'importance cruciale de l'organisation sociale comme condition de l'action collective. Ensuite, l'accent est mis sur la disponibilité et l'allocation de ressources clefs, fondamentales pour pouvoir se mobiliser.

⁹ Il y aurait d'autres critiques possibles aux approches classiques des mouvements sociaux. Par exemple, comme le relève Melucci (1982), le fait que le passage de la perception de sa propre déprivation à l'action collective est complètement arbitraire, car il repose uniquement sur une fausse idée selon laquelle les personnes qui sont frustrées individuellement réagissent collectivement.

A notre avis, il existe trois versions principales de cette approche:¹⁰ une version "stricte" et économiste, une version "large" et plus sociologique et une version relationnelle qui étudie principalement les réseaux de communication et de solidarité au sein des mouvements sociaux.¹¹

Dans un article qui est une des pierres angulaires de l'approche de la mobilisation des ressources, McCarthy et Zald (1977) nous disent explicitement en quoi consiste la version économiste de cette perspective.¹² Le point de départ est la volonté de se distancer du postulat, propre aux théories fonctionnalistes, selon lequel la déprivation et les griefs sont centraux dans l'émergence de l'action collective. En partant du dilemme du *free rider*, posé par Olson (1965), qui voit l'intérêt individuel primer sur la recherche du bien collectif tant qu'il n'existe pas des incitations personnelles conduisant, en tant que produit secondaire, à l'obtention du bien commun, les auteurs ont construit une approche qui essaye précisément de définir les conditions sous lesquelles les acteurs sociaux s'engagent dans une mobilisation collective. L'agrégation de ressources, l'organisation nécessaire pour une telle agrégation, l'importance du soutien externe pour le succès des mouvements, un modèle explicite de l'offre et de la demande, ainsi que l'importance des coûts et bénéfices pour l'action, sont les éléments constitutifs de cette approche.

Nous pouvons aisément voir la rupture que cette approche représente par rapport au modèle classique: l'action collective n'est plus vue en tant qu'ajustement à une situation de crise (individuelle ou sociale), mais en tant qu'effort commun et rationnel pour atteindre des buts déterminés. Une théorie en termes de *solidarity* remplace une théorie en termes de *breakdown* (Tilly et al 1975).

Celle de McCarthy et Zald est une version économiste car elle met l'accent sur deux éléments: la disponibilité et l'allocation de ressources, et le rôle joué par les organisations formelles. Les auteurs sont assez vagues

¹⁰ D'autres auteurs considèrent des variantes différentes au sein de l'approche de la mobilisation des ressources. Voir, par exemple, Perrow (1979), Eyerman and Jamison (1991). Pour une critique récente de ce courant, voir Kitschelt (1991) et la réplique de Zald (1991).

¹¹ La littérature qui suit l'approche de la mobilisation des ressources, dans une ou l'autre des trois versions que nous avons distinguées, est très large. Parmi les études les plus connues, nous pouvons mentionner, mis à part les travaux déjà cités, Jenkins et Eckert (1986), Jenkins et Perrow (1977), Lipsky (1968, 1970), Wilson (1973), Zald and Ash (1966). Cette dernière étude partage cependant certains éléments avec l'approche classique, car, bien qu'il y ait une analyse de l'interdépendance des mouvements sociaux avec des forces présentes dans leur environnement au delà de leur base de soutien, l'état psychologique des participants est néanmoins considéré comme décisif. Certains travaux ont porté sur l'aspect symbolique et discursif de la mobilisation: par exemple, Snow et al. (1986), Gamson (1988) et Gamson et Modigliani (1989). Enfin, d'autres études ont essayé de traiter le problème de la mobilisation des ressources au niveau psychosociologique: par exemple, Klandermans (1984, 1988), Klandermans et Oegema (1987). Pour des ouvrages collectifs qui suivent l'approche de la mobilisation des ressources, voir Zald et McCarthy (1979, 1987).

¹² Ces deux auteurs sont également les premiers à avoir utilisé ce terme pour désigner cette perspective.

quant à la définition de ce qu'ils entendent par ressource. Leur théorie semble de toute manière nier la possibilité de s'organiser et de se mobiliser pour les groupes les plus dépourvus de ressources. Ainsi, on est passé d'un extrême à l'autre, car si dans l'approche classique les strates les plus désorganisées et frustrées de la population étaient considérées comme celles qui se mobiliseraient avec la plus grande probabilité, ici ces groupes n'auraient même pas cette possibilité. Or, il n'est pas difficile de trouver des situations où des groupes extrêmement défavorisés ont trouvé la force de se mobiliser et, parfois, de changer certaines situations même en étant dépourvus du niveau de ressources théoriquement nécessaire pour le faire (McAdam 1982; Morris 1984; Piven et Cloward 1977; Jenkins et Perrow 1977).

Nous pouvons donc dire, comme l'a fait McAdam (1982), que la théorie de la mobilisation des ressources se base sur une conception élitiste de la société. Contrairement à l'approche classique, basée sur une conception pluraliste, ici on part du présupposé qu'il y a une distribution inégale du pouvoir politique et que seuls les groupes les plus puissants en termes de ressources ont accès à l'arène politique. En ce sens, l'action collective reçoit une justification et une légitimation en tant que comportement politique rationnel visant l'obtention de certains buts qui ne peuvent pas être atteints à travers les canaux traditionnels. Il s'agit là de la rupture la plus importante par rapport au modèle classique. La notion de mouvement social trouve ainsi une de ses composantes essentielles et s'apparente à celle d'intérêt collectif. C'est là aussi que le concept de mouvement social perd sa connotation intégrative pour commencer à prendre une connotation conflictuelle. L'action collective étant un comportement rationnel qui vise l'obtention de buts qui ne peuvent pas être réalisés par d'autres moyens, elle devient dès lors un champ de confrontation où des acteurs sociaux luttent pour un enjeu collectif.

L'approche de McCarthy et Zald a également eu l'effet de rapprocher l'étude de l'action collective à la théorie de l'organisation. Ainsi, plusieurs recherches ont analysé les mouvements sociaux sous l'angle organisationnel.¹³ Cependant, ce deuxième élément central de la théorie – le rôle des organisations formelles – semble également poser certains problèmes. C'est, à notre avis, une généralisation excessive faite par cette version économiste de la théorie que de dire que la possibilité de mener cette lutte est subordonnée à la possession d'un certain montant de ressources. De plus, cette version de la théorie, comme l'a souligné McAdam (1982), semble plus à même d'expliquer l'action menée par des

¹³ Il faut mentionner l'importante étude de Gamson (1975) portant sur l'effet de certaines variables organisationnelles sur le succès des mouvements sociaux. A travers une étude empirique basée sur un échantillon de 53 organisations, l'auteur montre que l'organisation est cruciale pour le succès des mouvements.

groupes qui disposent de beaucoup de ressources, comme par exemple les groupes d'intérêt que celle des mouvements sociaux proprement dits.

L'apport de McCarthy et Zald a certainement été fondamental, mais leur approche reste en quelque sorte limitée par le fait qu'elle se base essentiellement sur une conception économiste des ressources. Ces dernières sont vues comme un marché fini. La version sociologique de la mobilisation des ressources dépasse cette limite. Oberschall (1973, 1993) est un représentant important de cette version. Cet auteur a tenté de démanteler la structure conceptuelle construite par les tenants de l'approche classique. Sa perspective s'oppose à cette dernière, tout en se rapprochant de celle de McCarthy et Zald. La théorie de la société de masse (Kornhauser 1959) et certaines théories de la modernisation, lesquelles postulent que la dissolution des liens traditionnels et l'absence d'intégration de type nouveau sont les conditions de l'action collective et sont les cibles privilégiées de l'auteur dans son ouvrage général sur les mouvements sociaux (Oberschall 1973). Contrairement à ces théories, Oberschall souligne l'importance de la base organisationnelle et de la continuité dans le *leadership* pour que la mobilisation soit soutenue à long terme.

Le schéma utilisé par cet auteur combine deux dimensions de la structure sociale. Sur le plan horizontal, il distingue entre une organisation communale – de type traditionnel –, une organisation associative – de type moderne – et une structure pas ou peu organisée. En passant de cette dernière à l'une des deux autres, la probabilité d'une mobilisation augmente car les conditions pour l'apparition de cette dernière sont plus fortement présentes, grâce à la création de liens et sentiments de solidarité au sein de la collectivité. Ceci est aussi vrai si l'on passe, sur le plan vertical, d'une société intégrée à une société segmentée. L'organisation caractérisant les liens à l'intérieur de la collectivité et la segmentation propre aux liens entre les collectivités devraient donc favoriser l'émergence et le maintien de la contestation menée par des mouvements sociaux. Grâce à l'introduction des ces aspects éminemment sociologiques, cette version de l'approche de la mobilisation des ressources évite les écueils de la version économiste suite à l'adoption d'une notion de marché.

Une troisième version de la mobilisation des ressources s'est fortement développée dans les dernières années. Il s'agit d'une variante qui partage les mêmes postulats de base que les deux autres – importance du degré d'organisation et des ressources au sein des mouvements –, mais qui se distingue sur certains aspects de la version économiste, notamment de celle proposée par McCarthy et Zald. En effet, ces derniers se sont surtout concentrés sur les organisations formelles des mouvements sociaux, négligeant ainsi le côté informel des mouvements. Il y a eu ainsi la naissance d'une approche alternative à celle de McCarthy et Zald, fondée

sur l'idée d'organisation en tant que réseau de relations entre les acteurs sociaux. Parmi les premiers efforts allant dans cette direction, nous pouvons mentionner l'étude de Gerlach et Hine (1970), qui, contrairement à McCarthy et Zald, ont élaboré une image des mouvements sociaux comme étant caractérisés, non pas par leur formalisme, leur degré élevé de professionnalisme ou leur intégration verticale de type bureaucratique, mais plutôt par leur structure organisationnelle réticulaire, segmentée, polycentrique et informelle; ou celle de Laumann et Pappi (1976), qui ont insisté sur le côté relationnel des mouvements et ont essayé d'appliquer des techniques d'analyse des réseaux à leur étude, tout en les combinant avec des concepts de la sociométrie et de l'analyse des rapports interpersonnels dans les petits groupes; ou encore celles de Snow et al. (1980, 1983), qui ont tenté de conceptualiser l'analyse relationnelle des mouvements au niveau microsociologique. Dans ce dernier cas, les auteurs se sont concentrés sur les modalités de recrutement des participants en les mettant en rapport avec la structure relationnelle des mouvements. Une fois de plus, les présupposés du modèle classique ont été démentis: les contacts préalablement établis au sein du réseau de communication représenté par les mouvements sociaux sont une variable clef dans le recrutement et l'activisme.

L'analyse des réseaux formels et informels qui composent les mouvements sociaux ou qui sont à l'origine de leur mobilisation s'est fortement développée dans les dernières années. Un nombre croissant de contributions ont en effet lié les processus de mobilisation à l'existence et aux types de réseaux sociaux qui se sont préalablement établis entre les participants. Nous trouvons un tel accent mis sur les réseaux dans les travaux de McAdam,¹⁴ par exemple. Peut-être encore plus que les deux autres versions de la mobilisation des ressources, les contributions des auteurs qui suivent cette version relationnelle se basent souvent sur des analyses empiriques, en suivant ainsi la tradition du pragmatisme américain. De plus, l'analyse des réseaux sous-jacents à la mobilisation privilégie le niveau mésosociologique et permet ainsi de créer un pont entre la structure et l'action, qui reste un des problèmes centraux, non seulement dans le domaine de l'action collective, mais pour la théorie sociale en général.¹⁵

¹⁴ Voir, par exemple, McAdam (1986, 1988), McAdam et Fernandez (1990), McAdam et Paulsen (1993) et Fernandez et McAdam (1989). Parmi les autres contributions intéressantes, nous pouvons citer Diani (1988, 1995), Emirbayer et Goodwin (1994), Gould (1991, 1993), Marwell et Oliver (1993) et Rosenthal et al. (1985).

¹⁵ En identifiant l'analyse des réseaux avec une version de la mobilisation des ressources, nous faisons une simplification. En fait, plusieurs auteurs ont souligné la nature cognitive des réseaux sociaux (Emirbayer et Goodwin 1994; White 1992).

L'approche des processus politiques et les mouvements sociopolitiques

L'approche des processus politiques s'est développée à partir de la première moitié des années '70.¹⁶ L'idée générale à la base de cette perspective est que les changements macrosociaux ont un effet indirect – et non pas direct comme le postulent les théories classiques – sur l'action collective, et qu'entre ces derniers et la politique institutionnelle s'instaure un processus interactif. Autrement dit, les processus sociaux influencent l'action collective de manière indirecte, par le biais d'une restructuration des rapports de pouvoir. McAdam (1982) a habilement résumé en deux points centraux cette perspective: un mouvement social est un phénomène politique et représente un processus continu.

Le modèle des processus politiques, dans un certain sens, est à voir comme une extension de la théorie de la mobilisation des ressources. En effet, les deux approches considèrent les mouvements sociaux comme des tentatives rationnelles de la part de groupes exclus du système politique de faire valoir leurs propres raisons par des moyens non-institutionnels. Dans les deux cas, il y a donc une conception élitiste de la politique sous-jacente à la perspective théorique adoptée. Mais, alors que dans la théorie de la mobilisation des ressources les groupes exclus sont vus comme faibles et dépendants fortement des élites politiques, dans l'approche des processus politiques les mouvements sociaux acquièrent beaucoup plus d'autonomie et de capacités de mobilisation. Celle-ci reste néanmoins limitée ou, mieux, conditionnée par les caractéristiques du contexte sociopolitique de la contestation et dépend en large mesure des processus interactifs qui s'instaurent entre *members* et *challengers* (Gamson 1975; Tilly 1978). Cette dernière distinction a été en particulier utilisée pour caractériser les différentes positions des acteurs sociaux au sein du système politique et pour étudier les processus d'entrée/sortie des groupes contestataires du système.

L'oeuvre de Tilly¹⁷ – tout particulièrement ses études sur le lien entre des processus macrosociaux tels que la formation des Etats nationaux et l'avènement du capitalisme, ainsi que ses travaux sur la transformation historique des répertoires de l'action collective – représente le point de référence théorique de la perspective des processus politiques. Dans un modèle de la mobilisation qu'il a proposé dans une tentative de synthétiser la

¹⁶ McAdam (1982) a systématisé les présupposés et les traits essentiels de l'approche des processus politiques.

¹⁷ Parmi le large éventail d'écrits de cet auteur, portant, entre autre, sur des domaines tels que l'action collective, les mouvements sociaux, les révolutions et la formation de l'Etat, en ce qui concerne notre discussion voir en particulier Tilly (1978, 1986, 1993) ainsi que Tilly et al. (1975).

littérature existante (Tilly 1978),¹⁸ cet auteur considère cinq composantes de l'analyse de l'action collective: l'intérêt, l'organisation, la mobilisation,¹⁹ l'opportunité et l'action collective elle-même, définie comme l'action commune pour l'obtention de buts communs. L'élément central dans la démarche de Tilly est l'opportunité. Ce facteur lui permet d'aller dans la direction de la synthèse qu'il souhaite entre une explication causale et macrosociologique et une explication volontariste et microsociologique. Selon l'auteur, l'opportunité représente la relation entre les intérêts d'un groupe et son environnement, et est constituée par trois éléments: le pouvoir, la répression et le couple opportunité/menace.

Un des intérêts de la démarche de Tilly est l'introduction de facteurs motivationnels dans l'étude de l'action collective, sans pour autant retomber dans le piège du psychologisme qui caractérise plusieurs travaux suivant la perspective du modèle classique. Bien que cette démarche, contrairement aux nombreuses analyses conduites par l'auteur, ait deux limites importantes qui sont l'absence de la composante temporelle et l'accent excessif mis sur une conception utilitariste de l'acteur, elle a le grand avantage de créer un pont entre la structure des opportunités politiques et l'action collective grâce à l'introduction de variables qui ont trait aux motivations des acteurs.

Tarrow (1989a, 1989b, 1994) est un autre auteur qui a beaucoup contribué à l'élaboration de l'approche des processus politiques et à l'étude de l'action collective en général. Parmi ses contributions, la conceptualisation de la structure des opportunités politiques et une théorie des cycles – ou vagues de protestation – sont certainement à mentionner. En ce qui concerne le premier aspect, Tarrow a complété la version du concept de structure des opportunités politiques proposée par Eisinger (1973). Ce dernier avait introduit ce concept dans la littérature dans le but d'étudier la relation entre le degré d'accès institutionnel dans les villes américaines et les protestations qui ont frappé les Etats-Unis à la fin des années '60. Tarrow, pour sa part, a proposé d'inclure dans ce concept, outre l'accès au système politique, également certains éléments des rapports de pouvoir au sein de la politique institutionnelle, tels que les alignements politiques et les divisions entre les élites.

¹⁸ Parallèlement au modèle de la mobilisation (*mobilization model*), dans le même ouvrage Tilly offre également un modèle du système politique (*polity model*) qui illustre les relations de pouvoir existant entre les divers acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du système politique. La distinction fondamentale est celle qui est faite entre *members* et *challengers*.

¹⁹ Il est nécessaire de remarquer le double sens que le concept de mobilisation peut avoir. Dans la littérature de langue anglaise, surtout celle relevant de l'approche de la mobilisation des ressources, il s'agit du processus à travers lequel un groupe ou un mouvement social arrivent à posséder ou à contrôler un certain montant de ressources (matérielles, politiques, symboliques, etc.). Tilly utilise le terme dans ce sens. De l'autre côté, la notion de mobilisation est souvent identifiée avec l'action collective elle-même, c'est-à-dire le fait de transformer les ressources en action.

Tarrow privilégie l'aspect dynamique dans l'analyse de l'action collective. Les changements à court terme des alignements politiques ou de la configuration du pouvoir ont une place cruciale dans l'explication de l'émergence des mouvements sociaux et de leur développement dans le temps. Ceci est encore plus visible dans sa théorie des cycles de protestations, au travers de laquelle l'auteur tente de rendre compte de l'émergence et du déclin de la contestation.²⁰ Cette théorie postule que la "massification" d'un mouvement social et la croissance du nombre d'organisations engagées entraînent une augmentation de la compétition entre ces dernières, qui à son tour, produit le déclin du mouvement. Il présuppose ainsi que les mouvements sociaux agissent dans un marché à ressources limitées, comparable aux marchés économiques. Il nous semble pourtant que l'action collective constitue un phénomène plus complexe et varié, qui ne peut pas être réduit à une telle notion de marché. Les ressources que le mouvement met en jeu au cours d'une vague de protestation ne sont pas seulement consommées, elle sont également produites pendant ce processus. Par conséquent, il n'est pas certain que la croissance de la mobilisation engendre une augmentation de la compétition. De plus, le fait que la compétition pour obtenir un soutien populaire entraîne une radicalisation du mouvement paraît quelque peu contradictoire, étant donné que les formes les plus radicales sont aussi celles qui mobilisent le moins.²¹

Bien que l'approche des processus politiques, tout comme la théorie de la mobilisation des ressources, ait son origine aux Etats-Unis, plusieurs auteurs européens ont suivi cette perspective. Forts de leur tradition sociologique, ils ont introduit des éléments macrosociaux dans l'approche (Birnbaum 1988; Brand 1985; Kitschelt 1986; Kriesi 1991; Kriesi et al. 1992, 1995). Dans un article important, Kitschelt (1986) a systématisé et opérationnalisé le concept de structure des opportunités politiques de manière à pouvoir l'utiliser dans l'étude empirique de la mobilisation. C'est ce qu'il a fait lui-même dans son étude comparée du mouvement antinucléaire. Le but de son étude est de montrer que la structure du système politique détermine de manière décisive les stratégies choisies par les mouvements sociaux, aussi bien que les effets de la protestation. La première dimension – les stratégies – a été opérationnalisée en distinguant entre stratégies assimilatives et confrontatives. La deuxième dimension – le succès

²⁰ D'autres tentatives d'étudier les dynamiques des mouvements sociaux en identifiant des phases de la mobilisation telles que son émergence, son développement et son déclin ont été faites, entre autres, par Karstedt-Henke (1980) et Koopmans (1993). Karstedt-Henke voit dans l'attitude répressive des autorités politique le facteur principal du déclin du terrorisme, alors que Koopmans combine des éléments des théories de Karstedt-Henke et de Tarrow.

²¹ Dans son dernier ouvrage, Tarrow (1994) essaye de dépasser ces limites.

– a été opérationnalisée en distinguant trois types d'impacts: procéduraux, substantiels et structureaux.

Kitschelt a le mérite d'avoir élaboré une distinction fondamentale au sein de la structure des opportunités politiques entre deux ensembles de variables, qu'il a appelés *political input structures* et *political output structures*. Les structures "en entrée" se réfèrent au degré d'ouverture ou de fermeture du système politique par rapport à de nouvelles demandes, alors que les structures "en sortie" indiquent la force ou la faiblesse de l'Etat. La combinaison de ces deux dimensions, selon l'auteur, produit des configurations qui, à leur tour, conditionnent les choix stratégiques et les possibilités de succès des mouvements sociaux, en l'occurrence du mouvement antinucléaire.²²

Tout comme d'autres approches proposées par des auteurs européens, le modèle de Kitschelt est un modèle structurel qui fait des facteurs macrosociaux le seul niveau d'analyse. Pour expliquer les données, l'auteur utilise des catégories abstraites qui sont considérées comme déterminant directement les stratégies et les impacts des mouvements. Mais les acteurs sociaux agissent ou interagissent avec d'autres acteurs sociaux, non pas avec des "structures". De plus, contrairement à l'approche de Tarrow (1989a, 1989b, 1994), il s'agit d'un modèle statique. Kitschelt nous montre comment la configuration spécifique, à un moment donné, des opportunités politiques influence la mobilisation, mais rien n'est dit sur ce qui se passe pendant l'interaction entre les groupes contestataires et les structures étatiques. Enfin, s'il est vrai que parmi les variables qu'il prend en considération figurent des facteurs faisant référence à la structure institutionnelle aussi bien qu'à la configuration du pouvoir, il est aussi vrai que l'auteur n'opère pas une distinction entre ces deux dimensions. Par conséquent, l'impact relatif de ces deux ensembles de facteurs ne peut pas être testé empiriquement.

Si la démarche de Kitschelt fait appel aux facteurs macrosociaux et poursuit le courant qui voit dans les structures de l'Etat le facteur fondamental de la protestation,²³ une étude plus récente (Kriesi et al. 1995) a élargi son modèle à plusieurs égards. Cette étude tente d'expliquer les variations dans la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux en Europe occidentale par le biais d'une version du concept de structure des opportunités politiques comprenant plusieurs dimensions: la structure des clivages sociopolitiques, la structure institutionnelle, les stratégies dominantes des autorités politiques et la structure des alliances politiques.

²² Nous remarquerons que Kitschelt ne traite pas du niveau de mobilisation. Il se limite à signaler que le résultat de certaines études a été de postuler une relation curvilinéaire entre le degré d'ouverture et le niveau de mobilisation.

²³ L'ouvrage de Skocpol (1979) sur les révolutions sociales constitue une pierre angulaire de ce courant.

Cette approche a l'avantage de combiner des éléments structurels qui se modifient seulement à long terme avec des éléments conjoncturels qui peuvent changer dans le court terme.

Kriesi et al. (1995) ont tenté de résoudre certaines tensions présentes dans la littérature sur les mouvements sociaux. D'abord, ils ont tenu compte du long terme aussi bien que du court terme. Deuxièmement, ils ont combiné l'analyse statique et l'analyse dynamique de la mobilisation. Troisièmement, ils ont avancé une théorie qui peut être appliquée à des cas concrets de mobilisation par le biais d'analyses empiriques. Enfin, ils ont proposé de résoudre la tension entre la structure et l'action grâce à des facteurs motivationnels qui représentent les perceptions qu'ont les acteurs des opportunités structurelles et qu'ils appellent opportunités concrètes: la facilitation, la répression, les chances de succès et le couple réforme/menace. Nous pouvons voir là l'influence de Tilly (1978).²⁴ Ces deux derniers points sont importants pour notre propos ici, car ils témoignent d'un effort de synthèse qui, depuis quelques années, a été entrepris par plusieurs auteurs.²⁵

L'approche des nouveaux mouvements sociaux

Alors qu'aux Etats-Unis l'étude de l'action collective a été influencée par les traditions du pragmatisme et de l'individualisme méthodologique, et privilégie ainsi les analyses empiriques des processus d'agrégation des préférences individuelles, en Europe les auteurs qui se sont occupés de ce domaine ont généralement suivi un autre chemin. Ici, plusieurs auteurs ont tenté de trouver des éléments communs dans les nouvelles formes de mobilisation que représentent les nouveaux mouvements sociaux et, surtout, d'identifier les causes de leur émergence. Ils ont donc cherché les liens entre certains processus de changement macrosociaux et l'émergence des nouveaux mouvements sociaux.

Touraine (1978, 1984) a tenté de lier l'analyse des mouvements sociaux à celle de la complexité croissante des sociétés avancées. Selon cet auteur, les mouvements sont l'expression des conflits au sein du système social. Chaque société aurait un conflit structurel dominant auquel correspondrait

²⁴ Voir également Koopmans (1995).

²⁵ Les travaux, souvent empiriques, qui suivent l'approche des processus politiques ou qui utilisent une des différentes versions du concept de structure des opportunités politiques sont de plus en plus nombreuses. Outre les auteurs que nous avons traité plus longuement dans le texte, nous pouvons encore mentionner Amenta et Zylan (1991), Amenta et al. (1992), Birnbaum (1983, 1988), Costain (1992), della Porta (1990, 1995), della Porta et Rucht (1991), Duyvendak (1994), Flam (1994), Giugni (1995), Goldstone (1980), Joppke (1993), Karstedt-Henke (1981), Koopmans (1995), McAdam (1982), Meyer (1990), Piven et Cloward (1977) et Skocpol (1979).

un mouvement social déterminé. Ainsi, le mouvement ouvrier est, selon Touraine, le mouvement central de la société industrielle et le porteur du conflit social fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans la même veine, les nouveaux mouvements sociaux seraient l'expression typique des nouveaux conflits engendrés par la société postindustrielle ou, si l'on préfère, capitaliste avancée, de communication, postmoderne, postmatérialiste, programmée.

Melucci (1980, 1982, 1989) a repris certains éléments de la démarche de Touraine, tout particulièrement le lien entre le changement macrosocial et l'émergence de nouvelles formes de contestation. Selon Melucci, les conflits sociaux ont changé de terrain: de l'usine et du système politique, ils ont investi de nouveaux champs de la structure sociale. La défense de l'identité individuelle, de la continuité et de la prévisibilité de l'existence personnelle devient le contenu des nouveaux conflits, et donc des nouveaux mouvements sociaux qui en sont l'expression concrète. On revendique de plus en plus sa propre identité, la créativité personnelle, l'affectivité, l'existence biologique et relationnelle. Bref, l'hypothèse centrale dans la perspective de Melucci est que la clef de lecture des nouveaux mouvements sociaux est à rechercher dans la réappropriation de l'identité.

Nous pouvons aisément remarquer le lien de parenté entre la conception des nouveaux mouvements sociaux de Melucci et celle de Touraine. En particulier, l'idée de la généralisation des conflits, celle du chevauchement entre les mouvements sociaux et la déviance sont communes aux deux auteurs. Le trait principal de la perspective de Melucci nous semble néanmoins être cette idée de solidarité et de recherche d'identité qui constitueraient le dénominateur commun de mouvements apparemment différents, comme par exemple le mouvement écologiste et le mouvement des femmes.

Nous pouvons nous demander si toutes les caractéristiques que Melucci a souligné sont vraiment centrales dans les nouvelles formes de contestation. Même son idée principale – celle de l'identité – nous semble pertinente seulement pour certains mouvements ou, pour être plus précis, elle semble être valable pour certains mouvements plus que pour d'autres. Par exemple, des mouvements comme celui des femmes ou celui des homosexuels sont certainement plus centrés autour de la production et de la reproduction d'une identité collective que des mouvements comme le mouvement écologiste ou le mouvement pour la paix. Dès lors, la recherche d'identité ne nous semble pas être une caractéristique spécifique des nouveaux mouvements sociaux. D'un côté, elle était déjà présente dans des formes de mobilisation plus anciennes, comme par exemple le mouvement ouvrier ou le mouvement des paysans. De l'autre côté, les nouveaux mouvements sociaux font référence à

cette notion de manière différenciée, certains d'entre eux suivant plutôt une logique instrumentale.

C'est probablement la sociologie allemande qui s'est le plus largement penchée sur la question de savoir si les nouveaux mouvements sociaux représentent, du point de vue qualitatif, une nouvelle forme de comportement politique, différente des formes traditionnelles. Brand (1982, 1988), par exemple, a voulu chercher les éléments de continuité et de discontinuité par rapport aux anciennes formes de mobilisation. Brand a cerné deux éléments caractérisant les nouveaux mouvements sociaux – qu'il voit comme l'expression d'un nouveau terrain de conflit, rejoignant ainsi Touraine (1978, 1984) – et étant sous-jacents à leur mobilisation. Premièrement, il voit une nouvelle ligne de conflit concernant l'émancipation, c'est-à-dire la contestation contre la bureaucratie, le contrôle, l'atomisation sociale et pour une plus grande autonomie et autodétermination. Deuxièmement, il relève une nouvelle ligne de conflit dans la revendication pour une meilleure qualité de vie, c'est-à-dire une lutte d'ordre culturel et politique. Nous pourrions avancer à Brand les mêmes critiques portées aux autres auteurs que nous avons passés en revue: les traits qui devraient caractériser les nouveaux mouvements sociaux sont très généraux et il y a plusieurs cas qui ne rentrent pas dans ce cadre; l'hétérogénéité et la complexité des nouvelles formes de mobilisation passent à l'arrière-plan. Néanmoins, cet auteur a eu le mérite d'avoir souligné autant les lignes de continuité que les ruptures avec d'autres formes de mobilisation.

Certains auteurs se sont interrogés sur la base structurelle des nouveaux mouvements sociaux, c'est-à-dire leur composition sociale. Ils ont ainsi tenté de trouver le dénominateur commun des nouveaux mouvements sociaux dans leur composition sociale. Kriesi (1989), par exemple, a essayé d'identifier le profil type des personnes qui participent dans les nouveaux mouvements sociaux ou, pour être plus précis, qui en forment le potentiel politique.²⁶ Cet auteur reprend l'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle classe moyenne qui s'opposerait et se confronterait à la "vieille" classe moyenne dominante pour l'accès au pouvoir et pour un statut plus autonome. Après avoir repris la définition des classes sociales sur la base du contrôle exercé à trois niveaux – les moyens de production, l'organisation et les compétences –, Kriesi identifie une division centrale au sein de la nouvelle classe moyenne, une opposition entre ceux qui détiennent les moyens de contrôle au niveau de l'organisation et ceux qui ne les détiennent pas. Il se crée ainsi un antagonisme entre les "technocrates" et les

²⁶ Pour une étude plus exhaustive du potentiel politique des nouveaux mouvements sociaux dans le cas des Pays-Bas, voir Kriesi (1993).

"spécialistes" professionnels. Au sein de ces derniers, l'auteur distingue des segments d'occupation, séparant ceux qu'il appelle les "spécialistes sociaux et culturels" d'autres segments ayant un caractère technocratique plus accentué: administration, commerce, technique, artisanat, sécurité. Finalement – et c'est ce qui nous intéresse ici –, Kriesi affirme que c'est parmi les "spécialistes sociaux et culturels" que l'on trouve ceux qui participent dans les nouveaux mouvements sociaux et qui se mobilisent pour leurs causes. L'élément commun de ces derniers ne serait donc pas constitué par les buts partagés ou par les formes organisationnelles et d'action, mais plutôt par le type d'acteurs impliqués. Cependant, dès lors que nous abandonnons le noyau dur des activistes pour nous intéresser aux mouvements dans leur ensemble, cette idée pose un problème, car on a souvent relevé l'hétérogénéité des nouveaux mouvements sociaux, et leur potentiel politique n'échappe pas à cette caractéristique.²⁷

Vers une synthèse

Malgré la simplification qu'une telle image donne de la réalité, nous pouvons affirmer que la littérature portant sur l'action collective et les mouvements sociaux a suivi deux tendances relativement distinctes.²⁸ D'un côté, l'école européenne, en suivant une tradition qui caractérise une bonne partie de la sociologie du vieux continent, a poussé l'analyse vers la recherche des causes de l'émergence des mouvements sociaux à un niveau

²⁷ Outre ceux que nous avons mentionnés, d'autres auteurs ont souligné, explicitement ou implicitement, certains traits partagés par les nouveaux mouvements sociaux. Ainsi, par exemple, Inglehart (1977, 1990) remarque la forte présence de valeurs postmatérialistes chez les membres et participants de ces mouvements. Beck (1986) souligne la prise de conscience des nouveaux risques engendrés par la croissance économique et la contestation contre les dimensions universelles que ces risques ont pris (*Risikogesellschaft*). Raschke (1985) estime que les nouveaux mouvements sociaux se mobilisent principalement pour accroître l'autonomie individuelle et pour combattre les risques de la société moderne. Habermas (1973, 1986) met l'accent sur la différenciation entre le monde vécu (*Lebenswelt*) et le système (*System*), et la concomitante "colonisation" de la première par le second. Offe (1985) lie l'émergence des nouveaux mouvements sociaux avec le développement du processus de modernité et voit ces mouvements comme une critique de la modernité. Eder (1985) prend en compte la dimension morale des nouveaux mouvements sociaux, ainsi que son importance au sein de la petite bourgeoisie, qui est considérée par l'auteur comme étant leur base sociale. Hegedus (1985) signale les différences entre une première vague des nouveaux mouvements sociaux (années '70) et une seconde (années '80), cette dernière étant caractérisée par ses dimensions planétaire, globale et internationale. Klandermans (1988), finalement, tente d'opérer une synthèse et remarque ainsi des nouveautés au niveau des valeurs, des formes d'action, des participants, des aspirations et des besoins dont leur satisfaction serait mise en danger. Voir également Dalton et Kuechler (1990), ainsi que Larana et al. (1994).

²⁸ Evidemment, déjà la distinction entre quatre approches est une simplification que nous faisons en faveur de la clarté de l'exposé. En fait, plusieurs auteurs, surtout récemment, ont tenté de synthétiser ou combiner plusieurs approches (Diani 1992; Eyerman et Jamison 1991; Klandermans 1984; Joppke 1993; Pakulski 1991; Rüdig 1990; Tilly 1994).

d'abstraction élevé, en privilégiant les facteurs macrosociaux et structurels et sans se soucier de tester empiriquement les théories. De l'autre côté, l'école américaine, forte d'une autre tradition sociologique, s'est plutôt intéressée aux aspects concrets de la mobilisation, qui sont plus facilement testables empiriquement, et a souvent privilégié les variables individuelles. En schématisant, comme l'a dit Melucci (1984), les européens se sont concentrés sur le pourquoi des mouvements sociaux, alors que les américains ont souligné comment les mouvements se mobilisent.

L'étude de l'action collective a démarré en Europe. Ceci ne pouvait pas être autrement, étant donné que la sociologie est née sur le vieux continent. Ces premiers efforts s'inscrivent dans le cadre d'une démarche macrosociologique, soit en suivant une analyse des rapports entre les classes sociales, soit en formulant les lois qui régissent le comportement des foules. Cependant, la sociologie américaine a eu une place dominante dans l'analyse de l'action collective. En effet, trois des quatre approches que nous avons passées en revue ont été lancées et ont trouvé un terrain fertile aux Etats-Unis, bien que des auteurs européens soient souvent allés dans la même direction.

En partant d'une conception pluraliste de la société, l'approche classique conçoit les mouvements sociaux comme une forme de comportement collectif qui est une réponse aux situations de tension chez les individus provoqués par les changements macrosociaux. Ce schéma de base s'applique aux différentes versions du modèle que nous avons regroupé en deux grandes catégories: les approches structurelles et les approches psychosociologiques. Dans ces travaux, le souci de trouver des explications généralisables et de formuler des théories universellement valables ont souvent primé sur le besoin de tester empiriquement ces théories.

Les traditions de l'individualisme et du pragmatisme propres à la société américaine ont trouvé leur pleine expression seulement lorsque l'approche de la mobilisation des ressources a bouleversé les présupposés de l'émergence des mouvements sociaux et a, par conséquent, produit un changement radical dans l'étude de l'action collective. En partant d'une conception élitiste de la société, ce modèle voit dans l'organisation et dans la capacité de mobiliser les ressources les facteurs cruciaux de la protestation.

Dans cette perspective, le problème théorique central n'est plus d'identifier les facteurs qui poussent à la protestation, mais plutôt d'explicitier les mécanismes de la mobilisation. Ces mécanismes sont souvent recherchés au niveau individuel. Le dilemme, posé par Olson (1965), du *free rider* – pourquoi les individus se mobilisent-ils alors qu'ils peuvent profiter des efforts produits par d'autres personnes qui ont le même but? –, est le point de départ et, en même temps, un des centres d'intérêt de cette approche. Plusieurs travaux se sont donc penchés sur les processus de

micromobilisation, souvent dans la perspective du choix rationnel.²⁹ Ceci a facilité l'application empirique des théories formulées. Ainsi, les traditions américaines de l'individualisme et du pragmatisme sont entrées de plein pied dans l'étude de l'action collective.

Nous retrouvons ces deux traditions dans l'approche des processus politiques, qui, en effet, peut être considérée comme la suite logique de la théorie de la mobilisation des ressources. Cependant, dans cette perspective, le niveau d'analyse macrosociologique et les variables structurelles ont retrouvé une place importante, du moins dans les versions que Tarrow (1994) a appelé "statistes" et qui ont eu un écho tout à fait favorable en Europe. Dans cette approche, le concept de structure des opportunités politiques s'est révélé un instrument d'analyse important. Malheureusement, surtout du côté des auteurs européens, la définition des opportunités politiques a souvent trop insisté sur les aspects macrosociaux (Brand 1985; Kitschelt 1986) par rapport au niveau individuel. Cette insistance sur les "structures" a produit des analyses dans lesquelles il est difficile de cerner les mécanismes qui permettent la traduction des changements macrosociaux en action collective.

La préférence pour le niveau structurel est également une des limites majeures de l'approche des nouveaux mouvements sociaux, très en vogue en Europe pendant les années '80, notamment en Allemagne. Dans cette perspective, le souci de trouver les causes communes de l'émergence des mouvements pacifistes, écologistes, antinucléaires et autres, a laissé peu d'espace aux variables individuelles. De plus, l'étude des causes de la mobilisation est généralement menée uniquement sur le plan conceptuel (Beck 1986; Brand 1988; Eder 1993; Melucci 1982; Offe 1985; Raschke 1985; Touraine 1978, 1984). L'analyse empirique n'a pas percé auprès des auteurs qui suivent cette approche. Ici, deux traditions qui ont caractérisé les débuts de la sociologie en Europe – idéalisme et holisme méthodologique – ont également influencé l'étude de l'action collective.

Aujourd'hui, ce dualisme au sein de la littérature portant sur l'action collective et les mouvements sociaux est en train, sinon de disparaître, du moins de se réduire.³⁰ Depuis quelques années, auteurs européens et américains ont commencé à croiser leurs regards au dessus de l'Atlantique. Les européens incluent dans leurs analyses les ressources mobilisées par les mouvements sociaux et tiennent compte des réseaux interpersonnels qui favorisent l'émergence de la protestation. Ainsi, ils sont amenés à s'occuper davantage des processus de micromobilisation. De plus, leurs recherches

²⁹ Voir, entre autres, Chong (1991), Granovetter (1978), Hardin (1982), Macy (1991), Marwell et Oliver (1993), Opp (1988), Opp et al. (1989), Sandler (1992).

³⁰ Pour un aperçu de l'état actuel de la recherche sur les mouvements sociaux dans plusieurs pays, voir Rucht (1991). Pour une revue de la littérature en langue française, voir Fillieule et Péchu (1993).

s'appuient de plus en plus sur des données empiriques. Les américains, de l'autre côté, ont commencé à s'intéresser aux aspects structurels et symboliques des mouvements sociaux. L'attention récemment portée à la dimension constructiviste et idéologique des mouvements est un signe évident du renouveau qui est en train de se produire aux Etats-Unis dans ce domaine d'étude. Il existe une série de travaux qui soulignent l'importance des processus de *framing*, c'est-à-dire l'aspect symbolique, cognitif et discursif des mouvements sociaux (Snow et al. 1986; Gamson 1988; Gamson et Modigliani 1989; Morris et McClurg Mueller 1992).

Nous pouvons voir le rapprochement des deux écoles en regardant les développements récents au sein de l'approche des processus politiques. En effet, plusieurs auteurs sur les deux côtés de l'Atlantique ont trouvé un terrain commun dans le concept de structure des opportunités politiques, un concept né aux Etats-Unis, mais repris et élaboré également par des auteurs européens. En combinant l'intérêt des américains pour les processus concrets de mobilisation et l'attention des européens pour les transformations macrosociales qui provoquent la mobilisation, l'utilisation de ce concept permet de créer un pont entre le holisme et l'individualisme, entre la structure et l'action, entre le niveau microsociologique et le niveau macrosociologique. L'ouvrage de Kriesi et al. (1995) témoigne de cette volonté d'intégrer ces deux niveaux d'analyse dans une démarche qui permet de résoudre, dans un domaine spécifique, un problème théorique qui est propre de la théorie sociale en général.

Le vieux et le nouveau monde se rencontrent également sur le plan de la recherche empirique. Si, d'un côté, les européens utilisent de plus en plus des données empiriques pour tester leurs théories, de l'autre, les américains abandonnent un certain empirisme qui a fait parfois apparition dans la littérature. Dans le domaine de l'action collective, un exemple de cette rencontre nous est donné par la popularité croissante des recherches basées sur des collectes d'événements de protestation dans les quotidiens, soit qu'elles soient faites "sur mesure" (Duyvendak 1994; Giugni 1995; Koopmans 1993 et 1995; Kriesi et al. 1981 et 1995; McAdam 1983; Olzak 1992; Tilly et al. 1975; Tarrow 1989b), soit que les auteurs utilisent des données existantes (Rucht 1994; Wisler 1994).³¹ Ainsi, les traditions européenne et américaine trouvent un point de rencontre sur le plan empirique dont l'étude de l'action collective ne peut que bénéficier.

Ce rapprochement des deux traditions sociologiques a été favorisé par l'intensification des rencontres entre chercheurs américains et européens. Beaucoup d'académiciens européens sont formés dans les Universités

³¹ Plusieurs auteurs ont écrit sur cette méthode (Danzger 1975; Franzosi 1987; McCarthy et al. 1992; Olzak 1989; Rucht et Ohlemacher 1992; Snyder et Kelly 1977).

américaines (le contraire arrive moins souvent) et peuvent ainsi entrer en contact direct avec les approches et méthodes en vogue aux Etats-Unis. En outre, les conférences et séminaires portant sur ce thème et rassemblant des auteurs de plusieurs pays ont lieu avec une fréquence croissante. En particulier, depuis quelques années, il existe un groupe de chercheurs qui se rencontrent plus ou moins régulièrement pour échanger théories, méthodes, résultats et réflexions.³² Le thème de la plus récente de ces rencontres est d'ailleurs significatif à cet égard: influences internationales et recherche sur les mouvements sociaux. Les papiers présentés et les discussions entreprises ont porté, entre autre, sur les concepts de diffusion internationale et de globalisation. Nous avons là deux problématiques qui nécessitent des études approfondies et qui, de par leur nature, stimuleront les chercheurs et chercheuses à dépasser l'opposition entre les différentes approches pour arriver à une véritable synthèse dans le domaine de l'action collective et des mouvements sociaux.

Références bibliographiques

- AMENTA, Edwin and Yvonne ZYLAN (1991). "It Happened Here: Political Opportunity, the New Institutionalism, and the Townsend Movement", *American Sociological Review* 56: 250-265.
- AMENTA, Edwin, CARRUTHERS, Bruce G. and Yvonne ZYLAN (1992). "A Hero for the Aged? The Townsend Movement, the Political Mediation Model, and U.S. Old-Age Policy, 1934-1950", *American Journal of Sociology* 98: 308-339.
- BECK, Ulrich (1986). *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*. Frankfurt: Suhrkamp.
- BIRNBAUM, Pierre (1983). "Mobilisations, structures sociales et types d'Etat", *Revue Française de Sociologie* XXIV: 421-439.
- BIRNBAUM, Pierre (1988). *States and Collective Action. The European Experience*. Cambridge: Cambridge University Press.
- BLUMER, Herbert (1951). "Collective Behavior", in Alfred MCCLUNG LEE (ed.). *Principles of Sociology*. New York: Barnes and Noble, pp. 99-121.
- BRAND, Karl-Werner (1982). *Neue soziale Bewegungen. Entstehung, Funktion und Perspektive neuer Protestpotentiale*. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- BRAND, Karl-Werner (1985). "Vergleichendes Resümee", in Karl-Werner BRAND (Hg.). *Neue Soziale Bewegungen in Westeuropa und den USA. Ein internationaler Vergleich*. Frankfurt: Campus, S. 306-334.
- BRAND, Karl-Werner (1987). "Kontinuität und Diskontinuität in den neuen sozialen Bewegungen", in Roland ROTH und Dieter RUCHT (Hg.). *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*. Frankfurt: Campus, S. 30-44.
- CASTELLS, Manuel (1976). *La crise économique et la société américaine*. Paris: P.U.F.

³² Des publications ont paru à l'issue de ces rencontres (McCarthy et al. 1995; Tarrow et al. 1988).

- CHONG, Dennis (1991). *Collective Action and the Civil Rights Movement*. Chicago: Chicago University Press.
- COHEN, Jean L. (1985). "Strategy and Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", *Social Research* 52: 663-716.
- COSTAIN, Anne N. (1992). *Inviting Women's Rebellion. A Political Process Interpretation of the Women's Movement*. Baltimore/London: Johns Hopkins University Press.
- DALTON, Russel J. and Manfred KUECHLER (eds.) (1990). *Challenging the Political Order. New Social and Political Movements in Western Democracies*. New York: Oxford University Press.
- DANZGER, M. Herbert (1975). "Validating Conflict Data", *American Sociological Review* 40: 570-584.
- DAVIES, James C. (1969). "The J-Curve of Rising and Declining Satisfaction as a Cause of Some Great Revolutions and a Contained Rebellion", in Hugh D. GRAHAM and Ted R. GURR (eds.). *Violence in America. Historical and Comparative Perspectives*. Washington, D. C.: U.S. Government Printing Office.
- DELLA PORTA, Donatella (1990). *Il terrorismo di sinistra*. Bologna: Il Mulino.
- DELLA PORTA, Donatella (1995). *Social Movements, Political Violence and the State*. New York/Cambridge: Cambridge University Press.
- DELLA PORTA, Donatella and Dieter RUCHT (1991). *Left-Libertarian Movements in Context: A Comparison of Italy and West Germany 1965-1990*. FS III 91-102. Berlin: WZB.
- DIANI, Mario (1988). *Isole nell'arcipelago. Il movimento ecologista in italia*. Bologna: Il Mulino.
- DIANI, Mario (1992). "The Concept of Social Movement", *The Sociological Review* 40: 1-25.
- DIANI, Mario (1995). *Green Networks. A Structural Analysis of the Italian Environmental Movement*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- DUYVENDAK, Jan Willem (1992). *The Power of Politics. France: New Social Movements in an Old Polity*. Ph.D. Thesis, University of Amsterdam.
- DUYVENDAK, Jan Willem (1994). *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*. Paris: L'Harmattan.
- EDER, Klaus (1985). "The 'New Social Movements': Moral Crusades, Political Pressure Groups, or Social Movements?", *Social Research* 52: 869-890.
- EISINGER, Peter K. (1973). "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review* 67: 11-28.
- EMIRBAYER, Mustafa and Jeff GOODWIN (1994). "Network Analysis, Culture, and the Problem of Agency", *American Journal of Sociology* 99: 1411-1454.
- EYERMAN, Ron and Andrew JAMISON (1991). *Social Movements. A Cognitive Approach*. University Park, PA: Pennsylvania State University Press.
- FERNANDEZ, Roberto M. and Doug MCADAM (1989). "Multiorganizational Fields and Recruitment to Social Movements", in Bert KLANDERMANS (ed.). *International Social Movement Research*, vol. 2. Greenwich, CT: JAI Press, pp. 315-343.
- FILLIEULE, Olivier et Cécile PECHU (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris: L'Harmattan.
- FLAM, Helena (ed.) (1994). *States and Anti-Nuclear Movements*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- FRANZOSI, Roberto (1987). "The Press as a Source of Socio-Historical Data: Issues in the Methodology of Data Collection from Newspapers", *Historical Methods* 20: 5-16.
- GAMSON, William A. (1975). *The Strategy of Social Protest*. Homewood, IL: Dorsey Press.

- GAMSON, William A. (1988). "Political Discourse and Collective Action", in Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI and Sidney TARROW (eds.). *International Social Movement Research*, vol. 1. Greenwich, CT: JAI Press, pp. 219-244.
- GAMSON, William A. and André MODIGLIANI (1989). "Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach", *American Journal of Sociology* 95: 1-37.
- GERLACH, Luther P. and Virginia H. HINE (1970). *People, Power, Change: Movements of Social Transformation*. Indianapolis: Bobbs-Merrill Company.
- GIUGNI, Marco G. (1995). *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*. Zurich: Seismo.
- GOLDSTONE, Jack A. (1980). "The Weakness of Organization: A New Look at Gamson's The Strategy of Social Protest", *American Journal of Sociology* 85: 1017-1042, 1426-1432.
- GOULD, Roger (1991). "Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871", *American Sociological Review* 56: 716-729.
- GOULD, Roger (1993). "Collective Action and Network Structure", *American Sociological Review* 58: 182-196.
- GRANOVETTER, Mark (1978). "Threshold Models of Collective Behavior", *American Journal of Sociology* 83: 1420-1443.
- GURR, Ted R. (1970). *Why Men Rebel*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- GUSFIELD, Joseph R. (1968). "The Study of Social Movements", *The International Encyclopaedia of Social Sciences*. New York: MacMillan.
- HABERMAS, Jürgen (1973). *Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus*. Frankfurt: Suhrkamp.
- HABERMAS, Jürgen (1986). *Teoria dell'agire comunicativo*. Bologna: Il Mulino.
- HARDIN, Russel (1982). *Collective Action*. Baltimore/London: Johns Hopkins University Press.
- HEGEDUS, Zusza (1985). *Il presente è l'avvenire. Nuove pratiche e nuova rappresentazione sociale*. Milano: Franco Angeli.
- INGLEHART, Ronald (1977). *The Silent Revolution. Changing Values and Political Style among Western Publics*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- INGLEHART, Ronald (1990). *Culture Shift in Advanced Industrial Societies*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- JENKINS, J. Craig and Craig M. ECKERT (1986). "Channeling Black Insurgency: Elite Patronage and Professional Social Movement Organizations in the Development of the Black Movement", *American Sociological Review* 51: 812-29.
- JENKINS, J. Craig and Charles PERROW (1977). "Insurgency of the Powerless: Farm Workers Movements (1946-72)", *American Sociological Review* 42: 249-267.
- JOPPKE, Christian (1993). *Mobilizing against Nuclear Energy. A Comparison of Germany and the United States*. Berkeley, CA/Los Angeles/Oxford: University of California Press.
- KARSTEDT-HENKE, Sabine (1980). "Theorien zur Erklärung terroristischer Bewegungen", in Erhard BLANKENBURG (Hg.). *Politik der inneren Sicherheit*. Frankfurt: Suhrkamp, S. 198-234.
- KILLIAN, Lewis M. (1964). "Social Movements", in Robert E. L. FARIS (ed.). *Handbook of Modern Sociology*. Chicago: Rand McNally, pp. 426-455.
- KITSCHOLT, Herbert (1986). "Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies", *British Journal of Political Science* 16: 57-85.
- KITSCHOLT, Herbert (1991). "Resource Mobilization Theory: A Critique", in Dieter RUCHT (ed.). *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and in the USA*. Frankfurt/Boulder, CO: Campus/Westview Press.

- KLANDERMANS, Bert (1984). "Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review* 49: 583-600.
- KLANDERMANS, Bert (1986). "New Social Movements and Resource Mobilization: The European and the American Approach", *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* 4: 13-39.
- KLANDERMANS, Bert (1988). "The Formation and Mobilization of Consensus", in Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI and Sidney TARROW (eds.). *International Social Movement Research*, vol. 1. Greenwich, CT: JAI Press, p. 173-196.
- KLANDERMANS, Bert (1991). "The New Social Movements and Resource Mobilization: The European and the American Revisited", in Dieter RUCHT (ed.). *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and in the USA*. Frankfurt/Boulder, CO: Campus/Westview Press, p. 17-44.
- KLANDERMANS, Bert and Dirk OEGEMA (1987). "Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Toward Participation in Social Movements", *American Sociological Review* 52: 519-531.
- KLANDERMANS, Bert and Sidney TARROW (1988). "Mobilization into Social Movements: Synthesizing European and American Approaches", in Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI and Sidney TARROW (eds.). *International Social Movement Research*, vol. 1. Greenwich, CT: JAI Press, p. 1-38.
- KOOPMANS, Ruud (1993). "The Dynamics of Protest Waves: West Germany, 1965 to 1989", *American Sociological Review* 58.
- KOOPMANS, Ruud (1995). *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System in West Germany*. Boulder, Co: Westview Press.
- KORNHAUSER William (1959). *The Politics of Mass Society*. Glencoe, IL: Free Press.
- KRIESI, Hanspeter (1988). "The Interdependence of Structure and Action: Some Reflections on the State of the Art", in Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI and Sidney TARROW (eds.). *International Social Movement Research*, vol. 1. Greenwich, CT: JAI Press, p. 349-368.
- KRIESI, Hanspeter (1989). "New Social Movements and the New Class in the Netherlands", *American Journal of Sociology* 94: 1078-1116.
- KRIESI, Hanspeter (1991). *The Political Opportunity Structure of New Social Movements: Its Impact on Their Mobilization*. FS III 91-103. Berlin: Wissenschaftszentrum.
- KRIESI, Hanspeter (1993). *Political Mobilization and Social Change. The Dutch Case in Comparative Perspective*. Aldershot: Avebury.
- KRIESI, Hanspeter, LEVY, René, GANGUILLET, Gilbert und Heinz ZWICKY (Hg.) (1981). *Politische Aktivierung in der Schweiz, 1945-1978*. Diessenhofen: Rügger.
- KRIESI, Hanspeter, KOOPMANS, Ruud, DUYVENDAK, Jan Willem and Marco G. GIUGNI (1992). "New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe", *European Journal of Political Research* 22: 219-244.
- KRIESI, Hanspeter, KOOPMANS, Ruud, DUYVENDAK, Jan Willem and Marco G. GIUGNI (1995). *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- LARANA, Enrique, JOHNSTON, Hank and Joseph R. GUSFIELD (eds.) (1994). *New Social Movements. From Ideology to Identity*. Philadelphia: Temple University Press.
- LAUMANN, Edward O. and Franz U. PAPPI (1976). *Networks of Collective Action*. New York: Academic Press.
- LE BON, Gustave. (1895). *La psychologie des foules*. Paris: Alcan.

- LIPSKY, Michael (1968). "Protest as a Political Resource", *American Political Science Review* 62: 1144-58.
- LIPSKY, Michael (1970). *Protest in City Politics. Rent Strikes, Housing and the Power of the Poor*. Chicago: Rand McNally and Company.
- MACY, Michael W. (1991). "Chains of Cooperation: Threshold Effects in Collective Action", *American Sociological Review* 56: 730-747.
- MARWELL, Gerald and Pamela OLIVER (1993). *The Critical Mass in Collective Action. A Micro-Social Theory*. Cambridge/New York: Cambridge University Press.
- MCADAM, Doug (1982). *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*. Chicago: University of Chicago Press.
- MCADAM, Doug (1983). "Tactical Innovation and the Pace of Insurgency", *American Sociological Review* 48: 735-754.
- MCADAM, Doug (1986). "Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology* 92: 64-90.
- MCADAM, Doug (1988). *Freedom Summer. The Idealists Revisited*. New York: Oxford University Press.
- MCADAM, Doug and Roberto D. FERNANDEZ (1990). "Microstructural Bases of Recruitment to Social Movements", in Louis KRIESBERG (ed.). *Research in Social Movements, Conflict and Change*, vol. 2. Greenwich, CT: JAI Press, p. 1-33.
- MCADAM, Doug and Ronelle PAULSEN (1993). "Specifying the Relationship between Social Ties and Activism", *American Journal of Sociology* 99: 640-667.
- MCADAM, Doug, MCCARTHY, John D. and Mayer N. ZALD (1988). "Social Movements", in Neil J. SMELSER. *Handbook of Sociology*. London: Sage, pp. 695-737.
- MCADAM, Doug, MCCARTHY, John D. and Mayer N. ZALD (eds.) (1996). *Comparative Perspectives on Social Movements. Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framing*: New York/London: Cambridge University Press.
- MCCARTHY, John D. and Mayer N. ZALD (1977). "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory", *American Journal of Sociology* 82: 1212-1241.
- MCCARTHY, John D., MCPHAIL, Clark and Jackie SMITH (1992). *The Tip of the Iceberg: Some Dimensions of Selection Bias in Media Coverage of Demonstrations in Washington D.C.*. Papier présenté au meeting annuel de l'American Sociological Association, Pittsburgh, PA.
- MELUCCI, Alberto (1977). *Sistema politico, partiti e movimenti sociali*. Milano: Feltrinelli.
- MELUCCI, Alberto (1980). "The New Social Movements: A Theoretical Approach", *Social Science Information* 19: 199-226.
- MELUCCI, Alberto (1982). *L'invenzione del presente*. Bologna: Il Mulino.
- MELUCCI, Alberto (1984). "An End to Social Movements?", *Social Science Information* 24.
- MELUCCI, Alberto (1989). *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. London: Hutchinson Radius.
- MEYER, David S. (1990). *A Winter of Discontent. The Nuclear Freeze and American Politics*. New York: Praeger.
- MORRIS, Aldon D. (1984). *The Origins of the Civil Rights Movement. Black Communities Organizing for Change*. New York: Free Press.
- MORRIS Aldon D. and Carol MCCLURG MUELLER (1992). *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven, CT/London: Yale University Press.
- NEIDHARDT, Friedhelm and Dieter RUCHT (1991). "The Analysis of Social Movements: The State of the Art and Some Perspectives for Further Research", in Dieter RUCHT

- (ed.). *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and in the USA*. Frankfurt/Boulder, CO: Campus/Westview Press, p. 421-464.
- OBERSCHALL, Anthony (1973). *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
- OBERSCHALL, Anthony (1993). *Social Movements. Ideologies, Interests, and Identities*. New Brunswick, NJ/London: Transaction Books.
- OFFE, Claus (1977). *Lo stato nel capitalismo maturo*. Milano: Etas Libri.
- OFFE, Claus (1985). "New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics", *Social Research* 52: 817-868.
- OLSON, Mancur (1965). *The Logic of Collective Action. Public Goods and the Theory of Groups*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- OLZAK Susan (1989). "Analysis of Events in Studies of Collective Action", *Annual Review of Sociology* 15: 119-141.
- OLZAK, Susan (1992). *The Dynamics of Ethnic Competition and Conflict*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- OPP, Karl-Dieter (1988). "Grievances and Participation in Social Movements", *American Sociological Review* 53: 853-864.
- OPP, Karl-Dieter (1989). *The Rationality of Political Protest. A Comparative Analysis of Rational Choice Theory*. Boulder, CO: Westview Press.
- PAKUSLKI, Jan (1991). *Social Movements. The Politics of Moral Protest*. Melbourne: Longman Cheshire.
- PARK, Robert E. and Ernest W. BURGESS (1921). *Introduction to the Science of Sociology*. Chicago: University of Chicago Press.
- PARSONS, Talcott (1951). *The Social System*. New York: Free Press.
- PERROW, Charles (1979). "The Sixties Observed", in Mayer N. ZALD and John D. MCCARTHY (eds.). *The Dynamics of Social Movements: Resource Mobilization, Social Control, and Tactics*. Cambridge, MA: Winthrop, p. 192-211.
- PIVEN, Frances FOX and Richard A. CLOWARD (1979). *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*. New York: Pantheon Books.
- POULANTZAS, Nicos (1976). *La crise et l'Etat*. Paris: P.U.F.
- RASCHKE, Joachim (1985). *Soziale Bewegungen*. Frankfurt: Campus.
- ROSENTHAL, Naomi, FINGRUTD, Meryl, ETHIER, Michele, KARANT, Roberta and David MCDONALD (1985). "Social Movements and Network Analysis: A Case Study of Nineteenth-Century Women's Reform in New York State", *American Journal of Sociology* 90: 1022-1055.
- RUCHT, Dieter (1991). *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and in the USA*. Frankfurt/Boulder, CO: Campus/Westview Press.
- RUCHT, Dieter (1994). *Modernisierung und soziale Bewegungen*. Frankfurt: Campus.
- RUCHT, Dieter and Thomas OHLEMACHER (1992). "Protest Event Data: Collection, Uses and Perspectives", in Mario DIANI and Ron EYERMAN (eds.). *Studying Collective Action*. London: Sage, p. 76-106.
- RÜDIG, Wolfgang (1990). *Anti-Nuclear Movements: A World Survey of Opposition to Nuclear Energy*. Harlow: Longman.
- SANDLER, Todd (1992). *Collective Action. Theory and Applications*. New York: Harvester Wheatsheaf.

- SKOCPOL, Theda (1979). *States and Social Revolution. A Comparative Analysis of France, Russia and China*. Cambridge: Cambridge University Press.
- SMELSER, Neil J. (1962). *Theory of Collective Behavior*. New York: MacMillan.
- SNOW, David A., ROCHFORD, E. Burke, Jr., WORDEN, Steven K. and Robert D. BENFORD (1986). "Frame Alignment and Mobilization", *American Sociological Review* 51.
- SNOW, David A., ZURCHER, Louis A. and Sheldon EKLAND-OLSON (1980). "Social Networks and Social Movements: A Micro-Structural Approach to Differential Recruitment", *American Sociological Review* 45: 787-801.
- SNOW, David A., ZURCHER, Louis A. and Sheldon EKLAND-OLSON (1983). "Further Thoughts on Social Networks and Movement Recruitment", *Sociology* 17.
- SNYDER, David and William R. KELLY (1977). "Conflict Intensity, Media Sensivity and the Validity of Newspaper Data", *American Sociological Review* 42: 105-123.
- TARDE, Gabriel (1901). *L'opinion et la foule*. Paris: Alcan.
- TARROW, Sidney (1988). "National Politics and Collective Action: Recent Theory and Research in Western Europe and the United States", *Annual Review of Sociology* 14.
- TARROW, Sidney (1989a). *Struggle, Politics, and Reform. Collective Action, Social Movements, and Cycles of Protest*. Ithaca, NY: Cornell University, Western Society Papers, n. 21.
- TARROW, Sidney (1989b). *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975*. Oxford: Clarendon Press.
- TARROW, Sidney (1991). "Comparing Social Movement Participation in Western Europe and the United States: Problems, Uses, and a Proposal for Synthesis", in Dieter RUCHT (ed.). *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and in the USA*. Frankfurt/Boulder, CO: Campus/Westview Press, p. 392-420.
- TARROW, Sidney (1994). *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Mass Politics*. New York/London: Cambridge University Press.
- TILLY, Charles (1978). *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA: Addison-Wesley.
- TILLY, Charles (1986). *The Contentious French*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- TILLY, Charles (1993). *European Revolutions, 1492-1992*. Oxford/Cambridge: Blackwell.
- TILLY, Charles (1994). "Social Movements as Historically Specific Clusters of Political Performances", *Berkeley Journal of Sociology* XXXVIII: 1-30.
- TILLY, Charles, TILLY, Louise and Richard TILLY (1975). *The Rebellious Century, 1830-1930*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- TOURAINÉ, Alain (1978). *La voix et le regard*. Paris: Seuil.
- TOURAINÉ, Alain (1984). *Le retour de l'acteur*. Paris: Fayard.
- TURNER, Ralph H. and Lewis M. KILLIAN (1957). *Collective Behavior*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
- WISLER, Dominique (1994). *Violence politique et mouvements sociaux. Etude sur les radicalisations sociales, 1969-1990*. Genève: Georg.
- ZALD, Mayer N. (1991). "The Continuing Vitality of Resource Mobilization Theory: Response to Herbert Kitschelt's Critique", in Dieter RUCHT (ed.). *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and in the USA*. Frankfurt/Boulder, CO: Campus/Westview Press, p. 348-354.
- ZALD, Mayer N. and Roberta ASH (1966). "Social Movements Organizations: Growth, Decay, and Change", *Social Forces* 44: 327-341.

ZALD, Mayer N. and John D. MCCARTHY (eds.) (1987). *Social Movements in an Organizational Society*. New Brunswick, NJ: Transaction Books.

ZALD, Mayer N. and John D. MCCARTHY (eds.) (1979). *The Dynamics of Social Movements. Resource Mobilization, Social Control, and Tactics*. Cambridge, MA: Winthrop Publishers.

Die Forschung im Bereich des kollektiven Handelns zwischen zwei soziologischen Denkrichtungen

Zwei grundlegende Denkrichtungen haben die Forschung im Bereich des kollektiven Handelns und der sozialen Bewegungen bestimmt. In der kulturwissenschaftlichen und soziologischen Tradition Europas, die geprägt ist durch den deutschen Idealismus und den methodologischen Holismus, wurde das kollektive Handeln in erster Linie vom theoretischen und makrosoziologischen Standpunkt aus untersucht. Im Gegensatz dazu steht die eher am Pragmatismus und dem methodologischen Individualismus ausgerichtete amerikanische Tradition, in der eine empirische Analyse unter mikrosoziologischem Blickwinkel geführt wird. Die Entwicklung der Hauptthemen in der Erforschung des kollektiven Handelns – kollektives Verhalten, Mobilisierung von Ressourcen, politische Prozesse und neue gesellschaftliche Bewegungen – hat in dem Spannungsfeld zwischen diesen beiden Polen stattgefunden. In letzter Zeit jedoch wird zunehmend an einer Synthese gearbeitet, wobei sich beide Denkansätze vor allem in der strukturellen Auffassung vom politischen Themenbereich einander annähern. Das lässt auf gute Ergebnisse in der zukünftigen Forschung auf diesem Gebiet hoffen.

The Study of Collective Action between two Sociological Traditions

The study of collective action and social movements is characterized by two long-standing traditions. The cultural and sociological European tradition, which presents features of the German idealism and of the methodological holism, led to the study of collective action mostly on a theoretical and macro-sociological level. Conversely, the American tradition, based on pragmatism and on methodological individualism, suggested an empirical analysis located at the micro-sociological level. The development of the principal approaches to collective action – collective behavior, resource mobilization, political process, and new social movements – has lived this double tension. Nevertheless, attempts at synthesis have recently become more and more frequent, and the two schools have in particular found a common ground in the concept of

political opportunity structure. This gives good hopes for future research in the field.

Marco G. GIUGNI, Département de science politique et sociologie politique (DISPO), Université de Florence, 3, via Santa Caterina d'Alessandria, 50129 Florence, Italie; E-mail: giugni@cesit1.unifi.it.

Paper submitted 29 March 1995; accepted for publication 10 November 1995.

